



unesco

Institute for Statistics



SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

GOALS

Modéliser les investissements pour préserver le patrimoine culturel et naturel mondial

Résultats de l'enquête de l'ISU sur les dépenses
consacrées au patrimoine culturel et naturel
(Indicateur ODD 11.4.1)

Juin 2022



Avis de non-responsabilité

UNESCO

L'acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a été adopté par 20 pays lors de la Conférence de Londres en novembre 1945. Il est entré en vigueur le 4 novembre 1946.

La vocation première de l'UNESCO est de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde en resserrant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science, la culture et la communication afin de promouvoir le respect universel de la justice, du droit, des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, ni de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples.

L'UNESCO a cinq fonctions principales, inscrites dans son mandat : 1) des études prospectives sur l'éducation, la science, la culture et la communication pour le monde de demain ; 2) le progrès, le transfert et le partage des connaissances par des activités de recherche, de formation et d'enseignement ; 3) des actions normatives en vue de la présentation et de l'adoption d'instruments internationaux et de recommandations réglementaires ; 4) l'expertise par le biais de la coopération technique avec les États membres, en faveur de leurs projets et politiques de développement; et 5) l'échange d'informations spécialisées.

Institut de statistique de l'UNESCO

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) est le bureau de statistique de l'UNESCO chargé de rassembler, pour le compte des Nations Unies, des statistiques mondiales dans les domaines de l'éducation, de la science et la technologie, et de la culture et la communication. L'ISU a été établi en 1999 dans le but d'améliorer le programme de statistique de l'UNESCO et de concevoir et produire des statistiques opportunes, exactes et politiquement pertinentes qui sont nécessaires dans les environnements sociaux, politiques et économiques actuels, lesquels sont complexes et évoluent rapidement.

Publié en 2022 par :

L'Institut de statistique de l'UNESCO
C.P. 250 Succursale H
Montréal, Québec H3G 2K8
Canada

Courriel : uis.publications@unesco.org
<http://www.uis.unesco.org>

ISBN : 978-92-9189-306-5
Réf. : UIS/2022/CUL/IP/17
© UNESCO-UIS 2022



Cette publication est disponible en libre accès sous l'attribution - Partage dans les mêmes conditions 3.0 Organisations internationales (CC BY-SA 3.0 IGO) (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/deed.fr>). En utilisant le contenu de cette publication, l'utilisateur accepte de respecter les conditions d'utilisation des archives de l'UNESCO en libre accès (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>). Les dénominations employées et le matériel présenté dans cette publication n'impliquent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'UNESCO à propos du statut légal de tout pays, territoire, ville ou zone, ou de son autorité, ni à propos de la délimitation de ses frontières ou limites. Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UNESCO, et n'engagent en rien l'organisation.

Image de couverture : Angkor Wat, février 2022, © UNESCO/Anna Juncadella

Table des matières

Introduction	4
Les dépenses privées consacrées à la préservation du patrimoine national accusent un retard	4
Aperçu des dépenses publiques consacrées au patrimoine culturel et naturel à l'échelle mondiale	6
Schémas opposés des investissements publics consacrés au patrimoine en raison des impacts de la COVID-19	8
Renforcer les capacités des États membres	12
Ressources supplémentaires	13

Introduction

Après avoir terminé le premier cycle de collecte de données de l'enquête sur les dépenses en patrimoine culturel et naturel (indicateur ODD 11.4.1) en 2021, l'ISU a mis sur pied une réunion de consultation avec les pays ¹. Cette réunion de consultation avait pour but i) de partager l'expérience et les leçons apprises par les pays en répondant à l'enquête et ii) de formuler des recommandations pour améliorer le manuel d'instructions de l'enquête. Une série de webinaires sur le renforcement des capacités a également été lancée en novembre 2011 pour que les pays puissent mieux connaître et comprendre les sources des données nationales et les aspects méthodologiques pour calculer l'indicateur. Ces webinaires ont permis d'améliorer le taux de réponse avec 45 pays (taux de réponse de 22 %) participant à l'enquête de 2021, parmi lesquels 41 ont fourni des données robustes, une amélioration par rapport aux 31 pays seulement de l'enquête de 2020.

Deuxièmement, plusieurs pays ont fourni des séries de données supplémentaires complètes et des données historiques permettant d'effectuer une analyse initiale de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le financement de la préservation du patrimoine. Par conséquent, cette analyse est fondée sur 51 pays disposant de données pour la période de 2017 à 2021. Toutes les régions des ODD ont contribué à l'exercice de 2021, mais la couverture demeure limitée pour quelques régions. Seulement un ou deux pays ont fourni des données en provenance de l'Océanie, de l'Afrique du Nord, de l'Asie occidentale et de l'Afrique subsaharienne.

Les dépenses privées consacrées à la préservation du patrimoine national accusent un retard

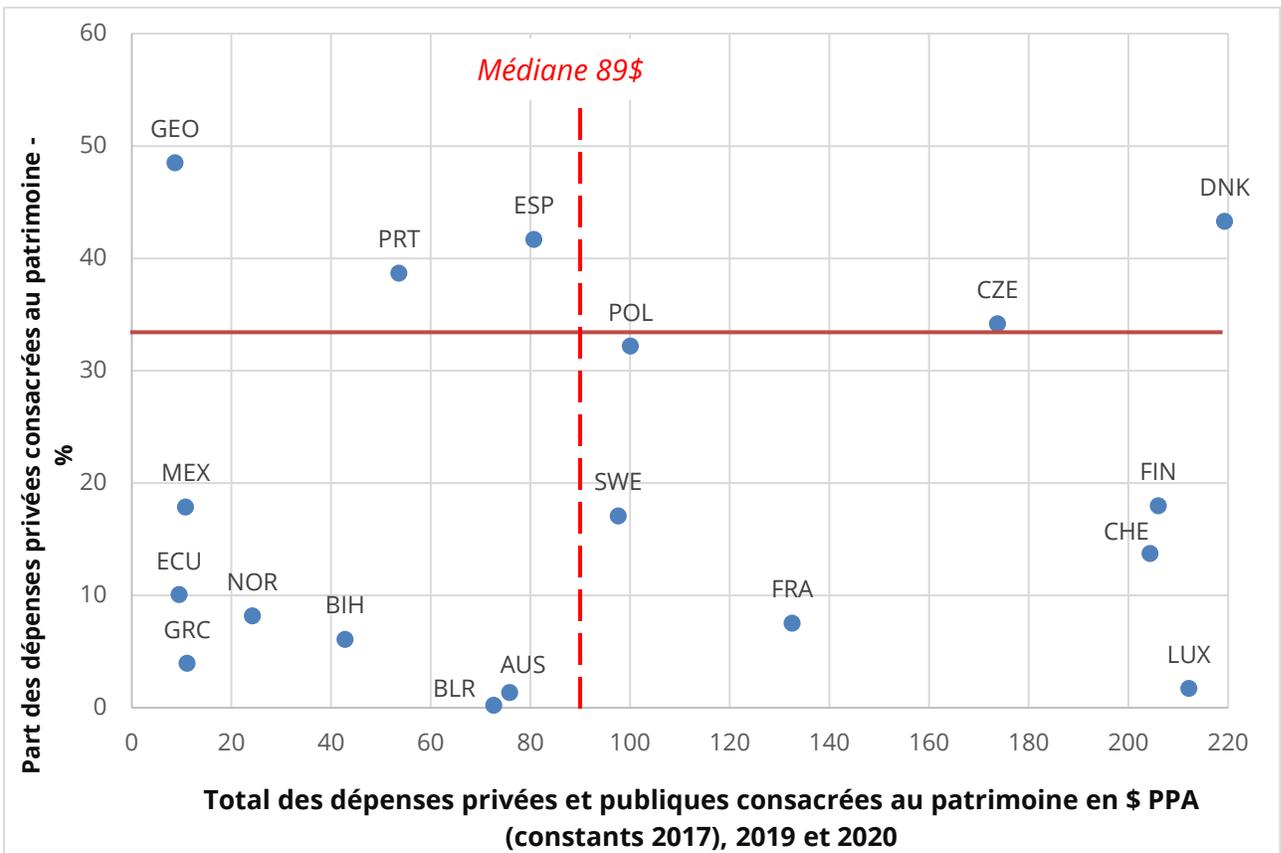
Pendant la deuxième collecte de données, 19 pays ont fourni des données pour calculer les dépenses totales (publiques et privées) par habitant consacrées à la préservation du patrimoine culturel et naturel. C'est le double du nombre de pays qui ont fourni ces

¹ La réunion s'est déroulée virtuellement les 8, 12 et 13 juillet 2021. 67 participants ont assisté à la réunion de consultation sur l'ODD 11.4.1, dont des représentants de 30 pays, d'EUROSTAT et d'ONU Habitat.

données lors de la première collecte de données. La majorité des pays répondants se situaient en Europe et en Amérique latine.

En combinant les 19 pays, la dépense médiane par habitant était de 89,1 \$ PPA² consacrée à la préservation du patrimoine et tirée de fonds publics et privés. En 2019-2020, dans les pays européens, les dépenses publiques et privées consacrées au patrimoine couvraient un vaste éventail de valeurs allant de 11,1 \$ PPA par habitant en Grèce à 219 \$ PPA au Danemark.

FIGURE 1 : Vaste éventail d'investissements publics et privés consacrés à la préservation du patrimoine culturel et naturel



La figure 1 montre que la part de dépenses privées par rapport au total des dépenses nationales consacrées à la préservation du patrimoine culturel et naturel est, de façon générale, beaucoup plus faible que les dépenses publiques; les dépenses privées de la majorité des pays étant bien inférieures à 50 % du total des dépenses. En Amérique

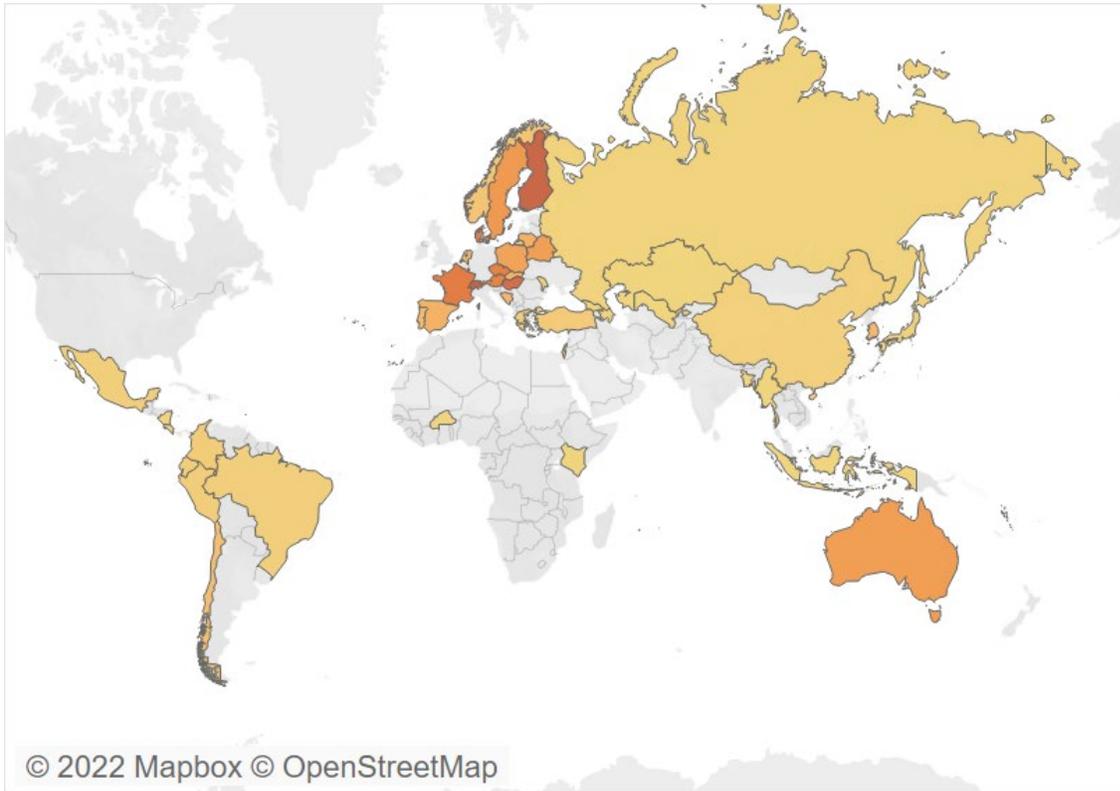
² Toutes les données sont exprimées en \$ PPA constants de 2017 conformément à la méthodologie de l'Atlas de la Banque mondiale.

latine, les dépenses privées représentent 17,9 % des dépenses totales consacrées à la préservation du patrimoine. Toutefois, ces données doivent être interprétées avec prudence, car dans plusieurs cas, la couverture des dépenses privées est souvent incomplète. Le Mexique est un bon exemple, où des enquêtes dédiées ont été conçues pour récolter de telles informations. Dans les pays européens, alors que les dépenses publiques soient habituellement bien suivies, dans plusieurs pays, la couverture des dépenses privées telles que des dépenses effectuées par des propriétaires privés d'édifices patrimoniaux est incomplète ou inexistante. Par exemple, la France, la Colombie et le Bélarus ne peuvent estimer les dépenses privées consacrées au patrimoine culturel, alors que l'Équateur, le Luxembourg et la Suisse ne peuvent l'estimer pour le patrimoine naturel. Par conséquent, les résultats sont sous-estimés pour plusieurs pays.

Aperçu des dépenses publiques consacrées au patrimoine culturel et naturel à l'échelle mondiale

Parmi les pays qui ont participé à l'enquête, plus de pays ont rapporté les dépenses publiques consacrées au patrimoine culturel et naturel comparativement aux dépenses privées (seulement 19 pays). La Carte 1 illustre les 46 pays pour lesquels au moins un point de données de 2018 à 2021 est disponible. Les dépenses publiques par habitant s'étendent de 0,02 \$ PPA à 208,5 \$ PPA.

CARTE 1 : La diversité des dépenses publiques consacrées au patrimoine culturel et naturel, la plus récente période de 2018-2021



Bien que la majorité des pays qui communiquent les dépenses totales pour l’ODD 11.4.1 se situent en Europe, plusieurs pays en développement ont pu fournir des données sur le total des dépenses publiques consacrées à la préservation du patrimoine. Les résultats indiquent que l’éventail des valeurs des dépenses publiques consacrées au patrimoine dans les pays en développement est beaucoup moins important que celui des pays développés. Par conséquent, la valeur médiane des dépenses publiques consacrées à la préservation du patrimoine des pays en développement qui ont fourni des données était de 12,1 \$ PPA par habitant, comparativement à une valeur médiane de 89,1 \$ par habitant dans les pays développés.

En Europe, les dépenses publiques en patrimoine varient grandement, passant de 3 \$ PPA par habitant dans la Fédération russe à 208 \$ PPA par habitant au Luxembourg,

avec une moyenne de 70,1 \$ PPA par habitant. Dans d'autres régions, les mêmes dépenses publiques sont plus harmonisées et varient moins d'un pays à l'autre. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la valeur médiane des dépenses est de 8,9 \$ PPA par habitant. Elle s'étend d'un faible 0,6 \$ PPA par habitant au Nicaragua à un important 30 \$ PPA par habitant au Chili. Dans divers pays de l'Afrique subsaharienne (Burkina Faso et Kenya), de l'Asie centrale et du Sud (Ouzbékistan, Bangladesh et Kazakhstan) et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (Myanmar, Indonésie), les dépenses publiques consacrées à la préservation du patrimoine étaient de moins de 1 \$ PPA par habitant.

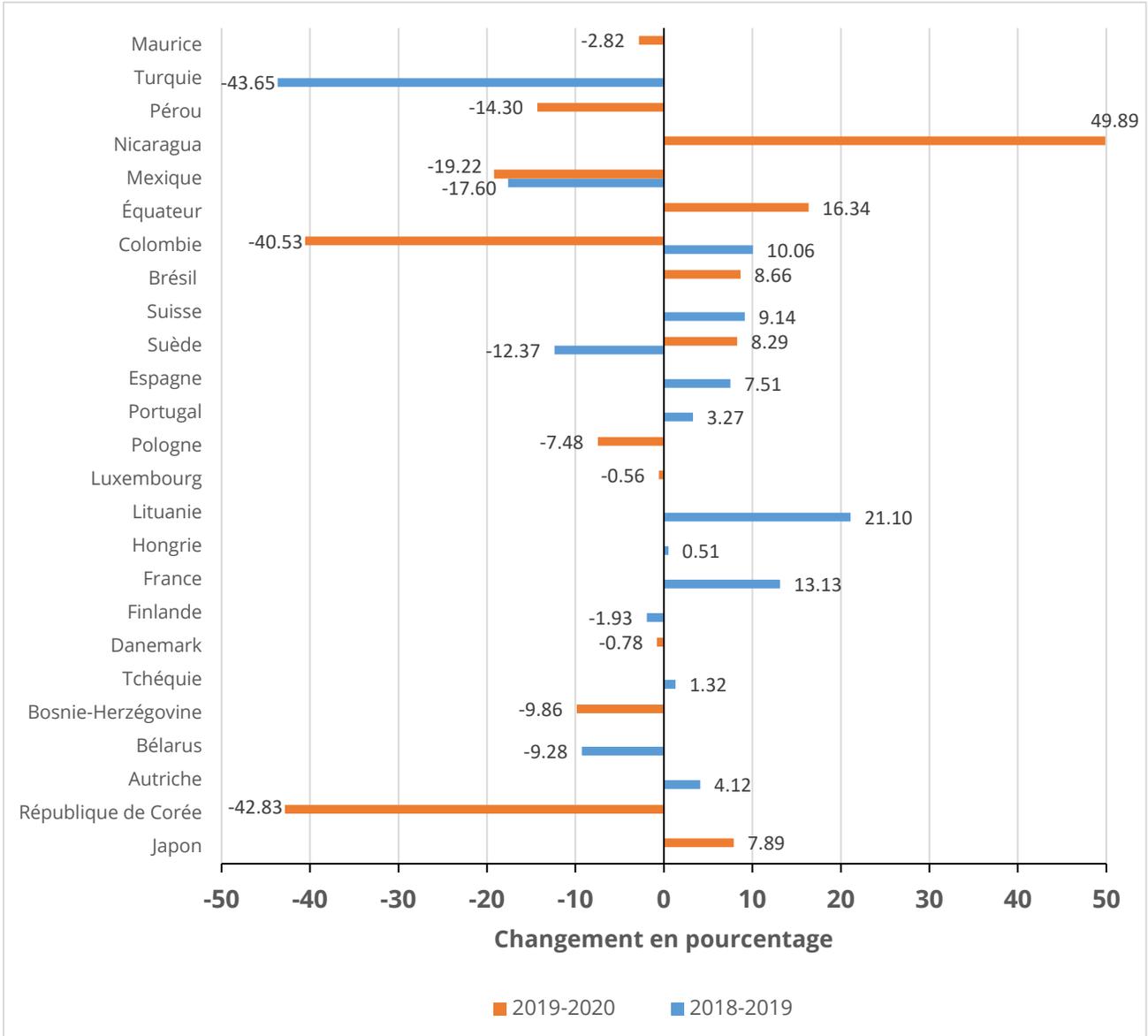
Schémas opposés des investissements publics consacrés au patrimoine en raison des impacts de la COVID-19

Puisque pour certains pays, il y a un décalage de deux ans par rapport aux données financières rapportées, l'analyse des tendances dans ce rapport se fonde sur la comparaison entre la période de 2018 et 2019 pour 14 pays et 2019 et 2020 pour 14 autres pays. La Figure 2 illustre l'augmentation ou la diminution des investissements publics entre 2018-2019 et 2019-2020.

Entre 2018 et 2019, pour la majorité des pays, l'investissement public consacré à la préservation du patrimoine est demeuré stable ou a légèrement augmenté, à l'exception notable de la Turquie, où les dépenses ont diminué de 43,4 %.

Les résultats de 2020 indiquent une tendance opposée de l'investissement public consacré à la préservation du patrimoine, comparativement à 2019. La réponse des pays aux dépenses culturelles et naturelles a divergé au début de la pandémie de COVID-19. Alors que certains pays ont mis en place des mesures particulières pour soutenir le secteur culturel, d'autres pays ont diminué leurs dépenses. Des exemples de telles mesures comprennent la Tchèque, où, en 2020, une trousse anti-crise a été conçue, proposant notamment une diminution de la taxe sur la valeur ajoutée pour diverses activités, dont l'entrée aux musées. D'autres pays se sont concentrés sur le renforcement de leurs infrastructures et établissements. Le Japon, dans le cadre de mesures économiques d'urgence, a investi 20,1 milliards \$ des États Unis pour financer les mesures de prévention de l'infection dans les infrastructures culturelles telles que les musées (UNESCO, 2020).

FIGURE 2 : Schémas opposés des investissements publics pour la préservation culturelle et naturelle entre 2018-2019 et 2019-2020



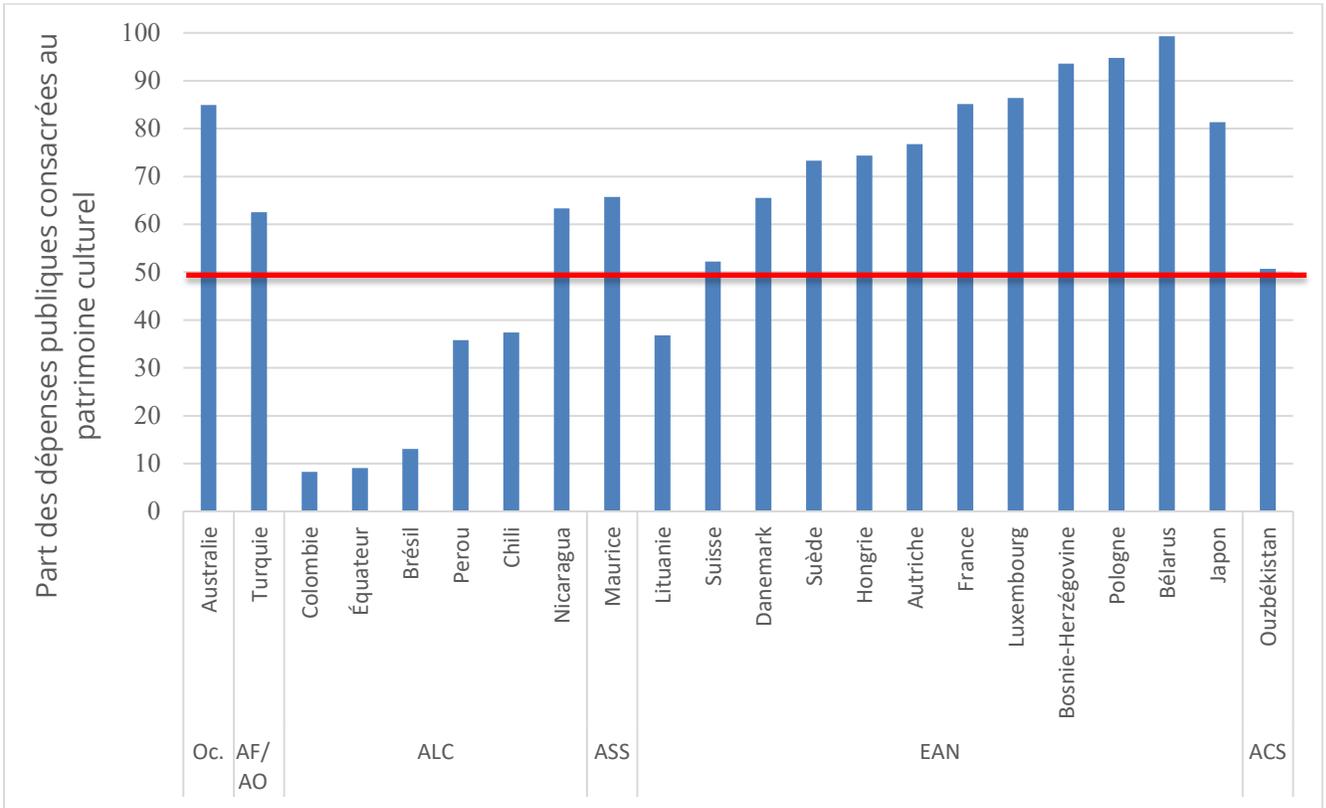
Comme l'illustre la Figure 2, la moitié des pays ont investi moins de fonds publics dans la préservation culturelle et naturelle en 2020 comparativement à 2019, la République de Corée et la Colombie montrant les plus grandes diminutions, soit 43 % et 40 % respectivement. Pendant la même période, le montant dépensé est demeuré stable au Luxembourg et au Danemark, où l'on observe seulement des changements marginaux, alors que les fonds publics investis ont augmenté dans six pays, la Tchéquie ayant connu

une petite augmentation de 1,3 %, le Japon, de 7,9 % et le Nicaragua ayant connu la plus importante augmentation de 50 %.

Bien que la majorité des activités culturelles aient été mises sur pause pendant la pandémie en 2020, certains pays ont instauré des mesures de relance spécifiques pour soutenir le secteur culturel, dont les établissements patrimoniaux, pour qu'ils puissent poursuivre leur travail malgré l'absence de revenu provenant des visiteurs pour la majorité des sites culturels et naturels ou des musées. La pandémie de COVID-19 a eu un impact majeur sur le secteur culturel et celui de la préservation du patrimoine, car à l'échelle mondiale, au plus fort de la pandémie en 2020, 95 % des musées et 90 % des sites du patrimoine mondial étaient fermés (UNESCO, 2021a). La pandémie a entraîné une diminution de 60 % des visiteurs sur les sites du patrimoine mondial, ce qui a fait chuter de 52 % les revenus issus des droits d'entrée sur les sites qui en exigent. La pandémie a également affecté négativement 78 % des communautés vivant sur les sites du patrimoine et autour de ceux-ci (UNESCO, 2021a). En outre, la pandémie a eu un impact majeur sur l'emploi au sein du secteur, dont sur les employés, le personnel des musées, les pigistes et beaucoup de bénévoles. Une étude européenne indique qu'en avril 2020, « trois musées sur dix avaient suspendu des contrats avec les pigistes et trois musées sur cinq avaient complètement interrompu leurs programmes de bénévolat » (UNESCO, 2021b: 29). En plus des visites virtuelles, certains musées ont élaboré d'autres moyens d'attirer des visiteurs, notamment en créant des baladodiffusions et des jeux vidéo (Italie) (UNESCO, 2021b).

La Figure 3 3 illustre que la majorité des pays européens ont dépensé la plus grande part de leurs investissements sur la protection du patrimoine culturel. Ces dépenses représentent plus de 80 % des dépenses totales consacrées au patrimoine au Bélarus, en Bosnie-Herzégovine, en France et au Luxembourg. Ce fut l'opposé pour les pays d'Amérique latine, où la majorité des investissements publics a été consacrée à la préservation et à la conservation du patrimoine naturel, représentant notamment plus de 80 % des dépenses totales au Brésil, en Colombie et en Équateur en 2020.

FIGURE 3 : Part des dépenses publiques consacrées au patrimoine culturel, 2018-2020



Légende : Oc. = Océanie, AF/AO = Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest, ALC = Amérique latine et Caraïbes, ASS = Afrique subsaharienne, EAN = Europe et Amérique du Nord, ACS = Asie centrale et du Sud

Les chiffres n'illustrent pas l'inégalité de la couverture des données sur les dépenses selon le type de patrimoine, car les données sur le patrimoine culturel sont habituellement plus disponibles que celles sur le patrimoine naturel.

Renforcer les capacités des États membres

Alors que ce deuxième exercice de collecte de données ait permis à de nouveaux pays de fournir des données sur les dépenses consacrées au patrimoine, plusieurs pays qui ont fourni des données pour une deuxième fois en ont profité pour fournir de nouveaux chiffres révisés. Dans certains cas, les pays qui avaient fourni des données provisoires l'année d'avant ont fourni des données finales cette année. D'autres pays ont changé de sources de données pour les composantes des indicateurs. Cela démontre que les pays ont accompli des efforts substantiels pour fournir des données pour la première fois et/ou pour fournir des données de meilleure qualité à l'ISU.

Pour répondre au besoin de renforcement des capacités en matière de transmission de données sur l'indicateur ODD dans toutes les régions de l'ISU, et particulièrement en Afrique du Nord et en Asie occidentale, l'ISU a récemment participé, en tant que formateur principal, à un atelier régional organisé par la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie occidentale (CESAO) pour les pays de la région.

Afin de poursuivre le renforcement des capacités des pays à fournir des données sur l'indicateur ODD 11.4.1, l'ISU renouvellera sa série de webinaires sur les instruments de collecte de données en 2022. À la demande des pays, l'ISU prévoit également développer une communauté de pratique en ligne pour soutenir la transmission de données sur l'indicateur ODD 11.4.1. La plateforme en ligne permettra aux pays et à d'autres parties prenantes d'améliorer la transmission et le suivi de données en partageant avec d'autres leurs expériences en matière de production de données nationales. Selon l'expérience de deux exercices de collecte de données, l'ISU prévoit également produire un guide de compilation des pratiques de collecte de données sur l'ODD 11.4.1.

Ressources supplémentaires

ISU, 2021, [Identifier les investissements consacrés à la préservation du patrimoine culturel et naturel mondial](#)

Base de données de l'ISU : Données et métadonnées détaillées sur l'ODD 11.4.1 dans la section culture <http://data.uis.unesco.org/?lang=fr&SubSessionId=7036a13f-7793-4496-bed6-b00697093301&themetreeid=-200>

Page Web de l'ISU sur l'ODD 11.4.1 : <http://uis.unesco.org/fr/topic/objectif-de-developpement-durable-11-4>

Glossaire de l'ISU sur les termes culturels : <http://uis.unesco.org/fr/glossary>

Page Web de l'UNESCO sur la culture | Indicateurs 2030
<https://whc.unesco.org/fr/culture2030indicators/>

UNESCO, 2020, [La culture en crise : Guide de politiques pour un secteur créatif résilient](#)

UNESCO, mai 2021a, [Patrimoine mondial face à la pandémie de COVID-19](#)

UNESCO, 2021b, [Les industries culturelles et créatives face à la pandémie de COVID-19: un aperçu de l'impact économique](#)

